

[Text]

The media is in the business of selling news, and the news that has been coming out of Eastern Europe has been of far more importance on a global scale, and has certainly superimposed itself on the activities of this committee respecting Bill C-21 and the ability of trade union officers to convey the message.

We read about what is happening in Poland, Hungary, Czechoslovakia and East Germany every day. We are from the shipyards of Vancouver; we are not from the shipyards of Gdansk, Poland. I suppose that they make more news than we do, for obvious reasons. So there is a conflict of time and space in the media regarding the events that are unfolding right now. I thought I would add that as an aside, senator. I think it is a fact that that is taking place, whether we agree or not.

Senator Bonnell: I agree with you, but Poland started with Lech Walesa and the shipyard workers. There were public demonstrations. Finally, Poland changed, East Germany changed and other countries changed. There was no revolution; there was an evolution. Those countries are now becoming democracies. It shows that the people have the power. Our government can learn from that—that is, if enough people oppose something, without any disobedience, governments will withdraw. Most governments listen if enough people speak up.

Mr. McKnight: I agree wholeheartedly with your comments, senator. I may disagree with you as to what did take place in East Germany, Poland, Czechoslovakia and Hungary. That was civil disobedience. Fortunately for the people in those countries, there was not a great loss of life because of that, but I am sure that the incumbent governments at that time perceived that to be civil disobedience.

The civil disobedience we are talking about relates to rallies in public squares pressuring the House of Commons, pressuring the Senate when we can, with this golden opportunity. I can assure you, Mr. Chairman, that our pressure is democratic. There is no real threat of violent civil disobedience. We are not in that game. We have no intention of being in that game, but we will always be in the game of representing our membership to the best of our ability.

The Acting Chairman: Mr. Wynne, why did you refer to these hearings as being "half-decent"?

Mr. Wynne: The reference to "half-decent" was not to downgrade the meeting at all. It was a figure of speech. We got little or no hearing at all in Vancouver. As I said in my opening remarks, I am extremely pleased with the opportunity to appear before this committee.

The Acting Chairman: You did not mean that as a reflection on this committee?

[Traduction]

Les moyens d'information cherchent à vendre de l'information et les nouvelles en provenance de l'Europe de l'Est revêtaient bien plus d'importance à l'échelle mondiale et sont venues occulter les activités de ce comité concernant le projet de loi C-21, empêchant les responsables syndicaux de faire passer le message.

Nous lisons tous les jours des nouvelles qui nous apprennent ce qui se passe en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est. Pourtant, nous travaillons sur les chantiers navals de Vancouver et non sur les chantiers navals de Gdansk, en Pologne. J'imagine que leurs nouvelles sont plus intéressantes que les nôtres, pour des raisons évidentes. Les moyens d'information manquent de temps et d'espace pour relater tous les événements qui se passent à l'heure actuelle. Je mentionnais la chose en passant, sénateur. Il n'en reste pas moins qu'à mon avis c'est un facteur à prendre en compte, que cela nous plaise ou non.

Le sénateur Bonnell: Je suis d'accord avec vous, mais en Pologne tout a commencé avec Lech Walesa et les travailleurs des chantiers navals. Il y a eu des manifestations publiques. Au bout du compte, la Pologne a changé, l'Allemagne de l'Est a changé et les autres pays ont changé. Il n'y a pas eu de révolution; il y a eu une évolution. Ces pays se transforment aujourd'hui en démocratie. Cela nous montre que c'est le peuple qui a le pouvoir. Notre gouvernement peut en tirer les leçons; à savoir que si suffisamment de gens s'opposent à un projet, sans aucune désobéissance civile, les gouvernements devront faire marche arrière. La plupart des gouvernements écoutent lorsque le peuple élève la voix.

M. McKnight: Je suis entièrement d'accord avec vos propos, monsieur le sénateur. Je vous ferais cependant une observation au sujet de l'Allemagne de l'Est, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie: il s'agissait bien de désobéissance civile. Ces peuples ont eu la chance d'éviter un bain de sang, mais je suis sûr que les gouvernements en place à l'époque y ont vu de la désobéissance civile.

La désobéissance civile dont nous parlons se présente sous la forme de manifestations sur la place publique pour faire pression sur la Chambre des communes, faire pression sur le Sénat quand nous le pouvons, en tirant parti de la chance en or que nous avons ici. Je peux vous assurer, monsieur le président, que les pressions que nous exerçons sont démocratiques. Il n'y a aucune menace de désobéissance civile violente. Nous ne jouons pas à ce jeu. Nous n'avons aucune intention de jouer à ce jeu, mais nous jouerons toujours le jeu qui consiste à représenter au mieux les intérêts de nos membres.

Le président suppléant: M. Wynne, pourquoi avez-vous dit que nos audiences étaient «à peu près normales»?

M. Wynne: Je n'avais aucune intention de critiquer ces audiences en les qualifiant «d'à peu près normales». C'était une façon de parler. Nous n'avons pratiquement pas eu l'occasion de nous faire entendre lors des audiences de Vancouver. Comme je l'ai déclaré au début de mon intervention, je suis très heureux de pouvoir comparaître devant votre comité.

Le président suppléant: Il ne s'agissait pas pour vous d'une critique de notre comité?